

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/007511]

15 JUILLET 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 68, alinéa 1^{er}, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne ;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juillet 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2024 ;

Vu l'urgence ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ne peut plus s'appliquer à l'actuel Gouvernement ;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible ;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais ;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er} — *Organisation des séances du Gouvernement*

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, chacun des groupes politiques formant la majorité étant représenté.

Art. 3. Le Gouvernement peut, sur la proposition de son Ministre-Président, inviter un Ministre du Gouvernement de la Communauté française à assister à sa séance.

Le Ministre invité porte la qualité de Ministre associé et n'est pas pris en compte dans les règles de délibération visées à l'article 2.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre-Président établit l'ordre du jour.

§ 2. Ne sont pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée, les points pour lesquels n'est pas joint, alors que requis :

1° l'avis de l'Inspection des Finances, sauf s'il n'a pas été remis dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet. Ce délai peut être porté à vingt jours ouvrables à la demande de l'Inspection des Finances ;

2° l'avis de Wallonie Finances Expertises, sauf s'il n'a pas été remis dans les dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet ;

3° la demande d'accord du Ministre de la Fonction publique sur un dossier complet sollicité 48h avant la convocation à une réunion d'un groupe de travail inter-cabinets ou avant l'organisation d'une procédure de silence. Cet accord doit intervenir au plus tard le lundi précédant la séance à 12h, sauf s'il n'a pas été remis dans ce délai ;

4° la demande d'accord du Ministre du Budget sur un dossier complet sollicité 48h avant la convocation à une réunion d'un groupe de travail inter-cabinets ou avant l'organisation d'une procédure de silence. Cet accord peut être rendu en séance ;

5° l'avis LEGISA du SPW Support pour les points adoptés en deux lectures sauf dans les cas où la Direction n'a pas rendu son avis dans les dix jours ouvrables après réception du dossier complet ou dans les vingt jours ouvrables à la demande motivée du SPW Support. Pour les points adoptés en trois lectures, l'avis LEGISA doit au plus tard être rendu pour la deuxième lecture ;

Art. 5. § 1^{er}. Les points non-inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 2. Un Ministre peut demander l'évocation d'une compétence relevant d'un autre Ministre.

§ 3. Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de mise au point en commun.

§ 4. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 6. Les projets de décrets et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le ou les Ministres qui ont dans leurs attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement en matière de Fonction publique des unités d'administration publique sont signés, conjointement, par le Ministre de la Fonction publique et le ou les Ministres exerçant la tutelle sur les unités d'administration publiques concernées.

La signature électronique des documents est privilégiée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 7. Toute circulaire à portée générale est cosignée par le Ministre-Président et transmise, sans délai, par son auteur aux autres membres du Gouvernement.

CHAPITRE 2 — *Compétences exclusives relevant du Gouvernement wallon*

Art. 8. Le Gouvernement est seul habilité à :

- 1° délibérer de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire ;
- 2° délibérer de toute proposition de décret posée à l'ordre du jour d'une Commission du Parlement wallon et peut délibérer sur les propositions d'amendement ;
- 3° adopter tout projet de décret relatif au budget de la Région wallonne et régler l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Région wallonne. Le projet de décret relatif au budget est accompagné des plans de personnel et des organigrammes du Service public de Wallonie pour chaque direction générale et pour chaque unité d'administration publique ;
- 4° délibérer de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services du Service public de Wallonie ou des unités d'administration publique ;
- 5° délibérer les programmes d'investissements couvrant une ou plusieurs années et, notamment, ceux s'inscrivant dans le cadre d'un financement alternatif ou d'un partenariat public privé.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires ainsi qu'une programmation pluriannuelle en termes SEC. Le cas échéant, l'avis de l'Institut des Comptes Nationaux est sollicité et joint au dossier présenté au Gouvernement ;

6° lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, arrêter les éléments de la politique de la Région, à désigner ses représentants auprès de ces organes ou organismes, à leur donner toute directive nécessaire et à recevoir leurs rapports ;

7° émettre au nom de la Région un avis ou un accord à l'intention des pouvoirs ou organismes communautaires, fédéraux, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande ;

8° délibérer sur les projets de traité, d'accord de coopération à caractère national ou international, sur présentation du Ministre-Président conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent.

Préalablement à leur approbation par le Gouvernement, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent ;

9° arrêter les programmations relatives au Fonds européens, la sélection des projets, les transferts entre projets d'un portefeuille de projets ou entre portefeuilles, et les réallocations de moyens entre projets.

Ces dossiers sont préparés et cosignés conjointement par le Ministre-Président et le ou les Ministres fonctionnellement compétents.

Un rapportage semestriel détaillé est communiqué au Ministre-Président et aux vices-Présidents ;

10° accréditer les Inspecteurs des Finances et à fixer leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget ;

11° à approuver, sur proposition du Ministre du Budget, le projet de délibération tendant à autoriser l'engagement, la liquidation et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés.

CHAPITRE 3 — *Marchés publics*

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement choisit le mode de passation des marchés publics visés à l'article 169, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

| | Procédure ouverte Procédure restreinte | Procédure concurrentielle avec négociation Procédure négociée directe avec publication préalable Dialogue compétitif et partenariat d'innovation | Procédure négociée sans publication préalable |
|-------------|---|--|---|
| Travaux | 15.000.000 € | 3.000.000 € | 1.500.000 € |
| Fournitures | 8.000.000 € | 1.000.000 € | 600.000 € |
| Services | 3.000.000 € | 600.000 € | 300.000 € |

§ 2. Sauf décision contraire du Gouvernement, le ministre compétent est chargé de l'attribution et de l'exécution des marchés approuvés par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement attribue le marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au paragraphe 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pourcents.

§ 4. Le Gouvernement marque accord sur la passation des concessions de travaux publics et les concessions de services dont le montant estimé hors T.V.A. est supérieur à 5.500.000 euros.

§ 5. Le Gouvernement marque accord sur tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de travaux, fournitures ou services, dans le cadre des seuils prévus au paragraphe 1^{er} pour la procédure négociée sans publication préalable, la Région wallonne ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre ;

Pour le calcul des seuils, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention.

Art. 10. La décision du Gouvernement est remplacée par la décision du Ministre-Président dans les cas visés aux articles 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), et 124, § 1^{er}, 5^o, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics pour autant qu'elle ne puisse pas être prise préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement. L'urgence invoquée est justifiée.

Art. 11. Par dérogation à l'article 9, l'accord du Gouvernement n'est pas requis :

1° pour les marchés publics à passer par procédure restreinte, lorsque cette procédure est consécutive à une procédure ouverte pour laquelle l'accord préalable du Gouvernement a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises, le cahier spécial des charges pouvant uniquement subir les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées ;

2° pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, c), et 5°, et 124, § 1^{er}, 2°, 9°, 10° et 12°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

3° dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant ;

4° pour les marchés passés par procédure négociée sur pied de l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Art. 12. Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ou l'article 7 de l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux.

En cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires visés aux articles 38/1 et 38/2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, le montant du marché principal est également pris en compte.

CHAPITRE 4 — *Fonction publique*

Art. 13. § 1^{er}. Pour l'application du présent article relatif à la Fonction publique, sont qualifiés de:

1° Dossiers A, les dossiers qui sont soumis à la décision du Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique et qui concernent :

a) les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

b) l'octroi des délégations en matière de personnel et de budget pour ce qui concerne le Service public de Wallonie;

c) le cadre organique du Service public de Wallonie;

d) l'organigramme du Service public de Wallonie dans sa globalité ;

e) tout acte relatif au régime des mandats visé au livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, pour le Service public de Wallonie et les unités d'administration publiques;

f) les déclarations de vacance d'emplois au grade de rang A3 (non mandataire) et de directeur pour le Service public de Wallonie et les unités d'administration publique et les déclarations de vacance d'emplois aux grades de rang A5, B1, C1 et D1 pour le Service public de Wallonie ;

g) les promotions aux grades de rang A3 (non mandataire) et de directeur, ainsi que l'octroi de fonctions supérieures pour ces grades, pour le Service public de Wallonie et les unités d'administration publiques, et les promotions aux grades de rang A5, ainsi que l'octroi de fonctions supérieures pour ce grade, pour le Service public de Wallonie ;

Le secrétaire général du Service public de Wallonie et les fonctionnaires-dirigeants des unités d'administration publique transmettent les dossiers A au Ministre de la Fonction publique, au Ministre fonctionnellement compétent et au Ministre du Budget.

Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers A concernant le Service public de Wallonie et les unités d'administration publique.

2° Dossiers B, les dossiers qui sont soumis à la décision du Gouvernement par les Ministres fonctionnellement compétents, avec l'accord de la Ministre de la Fonction publique, et qui concernent :

a) l'octroi d'autres délégations à des fonctionnaires;

b) les cadres organiques des unités d'administration publique;

c) les organigrammes des unités d'administration publique ;

d) les déclarations de vacance d'emplois au grade de rang A5, B1, C1 et D1 pour les unités d'administration publiques ;

e) les promotions aux grades de rang A5, ainsi que l'octroi de fonctions supérieures pour ce grade, pour les unités d'administration publique ;

f) les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les chambres de recours, pour les emplois d'un rang supérieur au rang A5;

g) les sanctions disciplinaires de démission d'office et de révocation.

Le secrétaire général et les directeurs généraux du Service public de Wallonie et les fonctionnaires-dirigeants des unités d'administration publique transmettent les dossiers B au Ministre de la Fonction publique et au ou aux Ministres fonctionnellement compétents.

Le ou les Ministres fonctionnellement compétents sont chargés de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant les unités d'administration publique.

3° Dossiers C, les dossiers qui sont soumis à la décision du ou des Ministres fonctionnellement compétents et qui concernent les autres décisions administratives relatives au personnel du Service public de Wallonie et les unités d'administration publique, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires.

Le secrétaire général et les directeurs généraux du Service public de Wallonie et les fonctionnaires-dirigeants des unités d'administration publique transmettent les dossiers C au ou aux Ministres fonctionnellement compétents.

§ 2. Le Ministre de la Fonction publique veille à la cohérence des situations administratives du personnel pour le Service public de Wallonie et les unités d'administration publiques.

L'accord du Ministre de la Fonction publique est requis systématiquement pour les dossiers B.

L'accord du Ministre de la Fonction publique est requis en cas de désaccord entre l'administration et les ministres fonctionnellement compétents pour les dossiers C.

CHAPITRE 5 — Délégations

Section 1^{ère}. — Délégations générales

Art. 14. Sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur les transferts de revenus et en capital versés aux unités d'administration publique (SEC 4130, 4140, 6131, 6132, 6141 et 6142), pour autant que leur montant et l'unité d'administration publique concernée soient inscrits explicitement et nommément dans le budget général des dépenses et pour autant que le montant n'ait pas été soit diminué, soit majoré par réallocation entre le vote du budget et la prise de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention ;

2° les décisions portant sur un maximum d'un million d'euros lorsqu'un bénéficiaire hors Secteur S13.12 est désigné explicitement et nommément dans le budget général des dépenses et pour autant que le montant n'ait pas été soit diminué, soit majoré par réallocation entre le vote du budget et la prise de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention. Si le bénéficiaire n'est pas identifié dans le budget général des dépenses, ce montant est ramené à 500.000 euros ;

3° les communications, les campagnes d'information, les sponsorings, ainsi que sur les réseaux sociaux, quel que soit le support médiatique, destinées au public, qui sont soumises à la Commission de contrôle du Parlement, jusqu'à concurrence de 50.000 euros ;

4° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement avec indication du ou des bénéficiaires ;

5° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes et programmations visés à l'article 8, 5° ;

6° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants lorsque ces dernières sont régies par des règles organiques déterminant les conditions d'octroi, les bénéficiaires, les taux de subvention applicables et la nature des dépenses éligibles et qui sont accordées, en vue de réaliser un investissement, à une entité publique visée à l'article L3111-1, § 1, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ou à l'article 2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, dans le cas où le marché public est soumis à l'autorité de tutelle ;

7° avec le Ministre-Président, les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmations visées à l'article 8, 9° pour autant qu'il n'y ait pas de réallocations budgétaires entre projets au sein ou entre portefeuilles ;

8° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissiers notifiés par la Région ;

9° les décisions de transaction ou de règlement amiable jusqu'à concurrence de 500.000 euros ;

10° la délivrance d'attestation ;

11° les contrats de cessions amiable, les quittances, les baux et autres actes relatifs à l'acquisition ou la cession d'immeubles ;

12° la poursuite et l'autorisation des expropriations nécessaires à l'exercice des compétences en faisant prévaloir la spécificité de la matière traitée par rapport aux mesures de tutelle générales visées à l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

13° la conclusion des baux de location dont le montant du loyer annuel est supérieur à 125.000 euros.

Section 2. — Délégations particulières

Art. 15. Dans les compétences qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Art. 16. Délégation est accordée :

1° au Ministre-Président l'octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que de produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police.

2° au Ministre des Pouvoirs locaux pour engager, approuver, liquider les dépenses imputées aux articles de base destinés au Fonds des communes, en ce compris les dotations complémentaires garanties, au Fonds des provinces et au Fonds spécial de l'aide sociale, inscrites au programme 17.091 Affaires intérieures du budget général des dépenses, ainsi qu'aux articles de base destinés au Fonds régional pour les investissements communaux, inscrites au programme 14.048 Travaux subsidiés du budget général des dépenses ;

3° au Ministre des Pouvoirs locaux pour les attributions fixées par les articles L1123-6, L1123-13 et L2112-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et par l'article 20 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, en ce compris l'audition mais à l'exception du prononcé de la sanction disciplinaire. Dans le cadre de l'instruction des dossiers disciplinaires, le Ministre des Pouvoirs locaux peut faire appel au Gouverneur territorialement compétent sauf si ce dernier est à l'origine de l'instruction disciplinaire ;

4° au Ministre des Pouvoirs locaux les décisions portant approbation des contrats d'accompagnement et des prêts en exécution de la législation et de la réglementation relative à l'utilisation du compte CRAC visée dans la convention du 30 juillet 1992 telle qu'amendée, dans la mesure où l'intervention financière de la Région n'est pas sollicitée ;

5° au Ministre des Pouvoirs locaux l'approbation des programmes triennaux visée à l'article L-3342-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visée à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés à partir du 1^{er} janvier 2005 ;

6° au Ministre de l'Economie, l'octroi des incitants accordés en exécution de la législation et la réglementation sur les aides économiques et les aides technologiques relatifs à tout dossier concernant des aides d'un montant inférieur à 3.720.000 euros et pour lequel l'Inspecteur des Finances a donné un avis favorable. Toutefois, un rapport semestriel comportant la liste des entreprises et le montant des incitants qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement ;

7° au Ministre de l'Economie, l'agrément des entrepreneurs ;

8° au Ministre du Budget, l'octroi de la garantie régionale accordée en exécution de la législation et de la réglementation sur les aides économiques lorsque le crédit à garantir porte sur un montant maximum de 2.480.000 euros et les aides technologiques lorsqu'elle porte sur programme maximum de 2.480.000 euros ;

9° au Ministre de l'Aménagement du territoire, les arrêtés approuvant les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme d'initiative communale et les révisions de plans de secteur d'initiative communale et privée ;

10° au Ministre de la Sécurité routière, les règlements complémentaires sur la police de la circulation routière ;

11° au Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la nomination au sein des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation des membres représentant les organisations des employeurs et des travailleurs ;

12° au Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la nomination des membres des commissions emploi-formation-enseignement ;

Art. 17. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, de contentieux, d'association ou de coopération avec l'Etat belge, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales.

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier.

Art. 18. Dans le cadre des dossiers relatifs aux fonds européens, le Ministre-Président assure la présidence des différents comités techniques, financiers et de suivi.

Toute décision d'engagement portant sur un Fonds européen ou sur son cofinancement belge ou sur un fonds d'impulsion est notifiée sans délai au Ministre-Président.

CHAPITRE 6 — *Informations budgétaires*

Art. 19. § 1^{er}. Trimestriellement et avant l'adoption de tout décret budgétaire par le Gouvernement, Wallonie Finances Expertises transmet à chacun des membres du Gouvernement :

- un rapport du Comité de Monitoring ;
- une exécution budgétaire détaillée pour chaque unité d'administration publique.

§ 2. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des liquidations en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Le Ministre-Président et les Vice-Présidents ont un accès direct à la comptabilité de l'ensemble des engagements et liquidations.

CHAPITRE 7 — *Dispositions abrogatoire et finales*

Art. 20. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement est abrogé.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 22. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juillet 2024.

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
Y. COPPIETERS

La Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives,
J. GALANT

La Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance,
V. LESCRENIER

La Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports,
C. NEVEN

La Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
A.-C. DALCQ

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/007511]

15. JULI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, Artikel 68 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des Dekrets vom 11. April 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund der am 15. Juli 2024 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Juli 2024 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung auf die aktuelle Regierung keine Anwendung mehr finden kann;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden sollte, möglichst effizient zu arbeiten;

In der Erwägung, dass diese Notwendigkeit das schnellstmögliche Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmungen erfordert;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 - Organisation der Regierungssitzungen

Artikel 1 - Die Regierung berät kollegial im Konsens und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt.

Art. 2 - § 1. Die Beschlüsse der Regierung über die in der Tagesordnung vorgesehenen Punkte sind gültig, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind, wobei jede der politischen Fraktionen, die die Mehrheit bilden, vertreten ist.

Art. 3 - Die Regierung ist befugt, auf Vorschlag ihres Ministerpräsidenten, einen Minister der Französischen Gemeinschaft zur Teilnahme an ihrer Sitzung einzuladen.

Der eingeladene Minister hat die Eigenschaft eines beigeordneten Ministers und wird bei den in Artikel 2 angeführten Bestimmungen für die Beschlussfassung nicht berücksichtigt.

Art. 4 - § 1. Der Ministerpräsident stellt die Tagesordnung auf.

§ 2. Vorbehaltlich einer ordnungsgemäß begründeten Dringlichkeit werden keine Punkte auf die Tagesordnung gesetzt, für die nicht folgende Dokumente beigefügt sind, obwohl sie erforderlich sind:

1° die Stellungnahme der Finanzinspektion, es sei denn, sie wurde nicht innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der vollständigen Akte eingereicht. Diese Frist kann auf Antrag der Finanzinspektion auf 20 Werktage erhöht werden.

2° die Stellungnahme von Wallonie Finanzen Begutachtung, es sei denn, sie wurde nicht innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der vollständigen Akte eingereicht.

3° der Antrag auf Zustimmung des Ministers für öffentlichen Dienst zu einer vollständigen Akte, der 48 Stunden vor der Einberufung einer Sitzung einer kabinettübergreifenden Arbeitsgruppe oder vor der Durchführung eines Umlaufverfahrens beantragt wurde. Diese Zustimmung muss spätestens am Montag vor der Sitzung um 12 Uhr vorliegen, es sei denn, sie wurde nicht innerhalb dieser Frist eingereicht;

4° der Antrag auf Zustimmung des Haushaltsministers zu einer vollständigen Akte, der 48 Stunden vor der Einberufung einer Sitzung einer kabinettübergreifenden Arbeitsgruppe oder vor der Durchführung eines Umlaufverfahrens beantragt wurde. Diese Zustimmung kann im Rahmen der Sitzung gegeben werden;

5° die LEGISA-Stellungnahme des ÖDW Unterstützung für die in zwei Lesungen angenommenen Punkte, außer in den Fällen, in denen die Direktion ihre Stellungnahme nicht innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der vollständigen Akte oder innerhalb von zwanzig Werktagen auf begründeten Antrag des ÖDW Unterstützung abgegeben hat. Bei Punkten, die in drei Lesungen angenommen wurden, muss die LEGISA-Stellungnahme spätestens bis zur zweiten Lesung abgegeben werden;

Art. 5 - § 1. Die Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen, werden nicht berücksichtigt, außer in ordnungsgemäß nachgewiesenen Dringlichkeitsfällen.

§ 2. Ein Minister kann jede Angelegenheit zur Sprache bringen, die Gegenstand der Zuständigkeit eines anderen Ministers ist.

§ 3. Für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich mehrerer Minister fallen, beginnt die Konzertierung bereits bei dem Entwurf der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung.

§ 4. Die Vertagung eines Punktes kann vor der Sitzung von einem Mitglied beantragt werden, dessen Abwesenheit gerechtfertigt ist.

Art. 6 - Die Dekretentwürfe und die innerhalb der Regierung beschlossenen Erlasse werden von dem bzw. den Ministern unterzeichnet, zu dessen bzw. deren Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit gehört, die den Gegenstand des Dekretentwurfs bzw. des Erlasses bildet.

Die Erlasse und Beschlüsse der Regierung im Bereich des öffentlichen Dienstes für die öffentlichen Verwaltungseinheiten werden gemeinsam durch den Minister für öffentlichen Dienst und durch den bzw. die Minister, der bzw. die die Aufsicht über die betroffenen öffentlichen Verwaltungseinheiten ausübt bzw. ausüben, unterzeichnet.

Die elektronische Signatur von Dokumenten wird bevorzugt.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Ministers kann dieser den Minister bezeichnen, der befugt ist, in seinem Namen und für seine Rechnung zu zeichnen.

Art. 7 - Jedes Rundschreiben mit allgemeiner Tragweite wird vom Ministerpräsidenten mitunterzeichnet, und von seinem Urheber unverzüglich den anderen Regierungsmitgliedern übermittelt.

KAPITEL 2 - Ausschließliche Zuständigkeiten, die der wallonischen Regierung obliegen

Art. 8 - Die Regierung ist allein befugt:

- 1° über alle Entwürfe von Dekreten und Erlassen mit Verordnungscharakter zu beraten;
- 2° über jeden Dekretvorschlag, der in die Tagesordnung einer Kommission des Wallonischen Parlaments aufgenommen wird, zu beraten und über Änderungsvorschläge zu beraten;
- 3° jeden Dekretentwurf über den Haushalt der Wallonischen Region zu verabschieden und die Zweckbestimmung der Haushaltsmittel, die dazu bestimmt sind, die Ausgaben der Wallonischen Region zu decken, zu regeln. Dem Entwurf des Haushaltsdekrets sind die Personalpläne und Organigramme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für jede Generaldirektion und für jede öffentliche Verwaltungseinheit beigefügt;
- 4° über jedes Projekt oder jeden Vorschlag zur Gründung, Dezentralisierung, Dekonzentration oder Umstrukturierung der Abteilungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der öffentlichen Verwaltungseinheiten zu beraten;
- 5° über die Investitionsprogramme, die sich über ein oder mehrere Jahre erstrecken, beraten und insbesondere über diejenigen, die sich in den Rahmen einer alternativen Finanzierung oder einer öffentlichen - privaten Partnerschaft einfügen.

Diese Programme enthalten insbesondere die genaue Angabe des Betrags der Beihilfen und Zuschüsse oder die Schätzung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die genaue Angabe ihrer Zweckbestimmung und gegebenenfalls der Empfänger, sowie eine mehrjährige Programmplanung nach dem ESVC-System. Gegebenenfalls wird eine Stellungnahme des Instituts für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen beantragt, welche der Akte beigefügt wird, die der Regierung vorgelegt wird.

6° wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, die Bestandteile der Politik der Region festzulegen, ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen zu ernennen, ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen zu erteilen und ihre Berichte entgegenzunehmen;

7° im Namen der Region eine Stellungnahme oder eine Vereinbarung an die gemeinschaftlichen, föderalen, europäischen oder internationalen Behörden oder Einrichtungen abzugeben sowie einen Bericht oder eine Anfrage an sie zu richten;

8° über Vertragsentwürfe, Zusammenarbeitsabkommen mit nationalem oder internationalem Charakter auf Vorlage des Ministerpräsidenten gemeinsam mit dem von der Funktion her zuständigen Minister zu beraten.

Vor ihrer Genehmigung durch die Regierung werden Zusammenarbeitsverträge und -abkommen gemeinsam vom Ministerpräsidenten und dem von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet;

9° die Programmplanung in Bezug auf die Europäischen Fonds, die Auswahl von Projekten, Übertragungen zwischen Projekten innerhalb eines Projektportfolios oder zwischen Portfolios sowie die Neuzuteilung von Mitteln zwischen Projekten zu beschließen.

Diese Akten werden gemeinsam durch den Ministerpräsidenten und den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet.

Ein detaillierter Halbjahresbericht wird dem Ministerpräsidenten und den Vizepräsidenten übermittelt;

10° auf Vorschlag des Haushaltsministers die Finanzinspektoren zu akkreditieren und zu bestimmen, wie sie bei ihren Mitgliedern eingesetzt werden;

11° auf Vorschlag des Haushaltsministers die Beschlussvorlage zu genehmigen, die darauf abzielt, die Bindung, Feststellung und Zahlung von Ausgaben über die verabschiedeten Mittel hinaus zu bewilligen.

KAPITEL 3 - Öffentliche Aufträge

Art. 9 - § 1. Die Regierung wählt das Verfahren für die Vergabe von öffentlichen Aufträgen im Sinne von Artikel 169 Absatz 1 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge, deren Wert über die in der nachstehenden Tabelle angeführten Beträge veranschlagt ist:

| | Eingeleitetes Verfahren Beschränktes Verfahren | Verhandlungsverfahren mit Aufruf zum Wettbewerb, direktes Verhandlungsverfahren mit vorheriger Veröffentlichung einer Bekanntmachung Wettbewerblicher Dialog und Innovationspartnerschaft | Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung |
|------------------------|---|---|--|
| Arbeiten | 15.000.000 € | 3.000.000 € | 1.500.000 € |
| Lieferauftrag | 8.000.000 € | 1.000.000 € | 600.000 € |
| Dienstleistungsauftrag | 3.000.000 € | 600.000 € | 300.000 € |

§ 2. Sofern die Regierung nichts anderes beschließt, ist der zuständige Minister für die Vergabe und Ausführung der von der Regierung genehmigten Aufträge zuständig.

§ 3. Die Regierung vergibt den Auftrag, wenn der abgeschätzte Auftragspreis unter dem in § 1 bestimmten entsprechenden Betrag liegt, während der Betrag des zu genehmigenden Angebots diesen Betrag jedoch um mehr als 15 % übersteigt.

§ 4. Die Regierung stimmt der Vergabe von öffentlichen Baukonzessionen und Dienstleistungskonzessionen zu, deren geschätzter Wert ohne Mehrwertsteuer über 5.500.000 Euro liegt.

§ 5. Die Regierung stimmt jedem Vereinbarungsentwurf zu, der zur Folge haben kann, dass im Rahmen der in Paragraph 1 für das Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung vorgesehenen Schwellenwerte die Wallonische Region oder eine Einrichtung, die der hierarchischen Gewalt eines Ministers untersteht, im Bereich von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen verpflichtet wird;

Für die Berechnung dieser Schwellenwerte ist die gesamte Ausgabe, die sich aus dem Vereinbarungsentwurf ergibt, zu berücksichtigen.

Art. 10 - In den in Artikel 42 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe b und Artikel 124 § 1 Ziffer 5 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge erwähnten Fällen wird der Beschluss der Regierung durch den Beschluss des Ministerpräsidenten ersetzt, soweit er aufgrund der Dringlichkeit nicht vorher gefasst werden konnte.

In diesem Fall hat der von der Funktion her zuständige Minister die Regierung unverzüglich darüber zu informieren. Die angeführte Dringlichkeit muss begründet werden.

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 9 ist die Zustimmung der Regierung in folgenden Fällen nicht erforderlich:

1° bei öffentlichen Aufträgen, die durch ein beschränktes Verfahren zu vergeben sind, wenn dieses Verfahren die Folge eines offenen Verfahrens ist, für welches die vorherige Zustimmung der Regierung eingeholt worden ist, aber dem keine Folge geleistet werden konnte aufgrund nebensächlicher Schwierigkeiten in der Auslegung entweder der Bestimmungen des Sonderlastenheftes oder der eingereichten Angebote, wobei im Sonderlastenheft nur diejenigen Anpassungen gemacht werden dürfen, die aufgrund der vorerwähnten Schwierigkeiten unbedingt notwendig geworden sind;

2° bei öffentlichen Aufträgen, die in den in Artikel 38 § 1 Absatz 1 Ziffer 2, Artikel 42 § 1 Ziffer 1 Buchstabe c und Ziffer 5, und Artikel 124 § 1 Ziffer 2, Ziffer 9, Ziffer 10 und Ziffer 12 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge erwähnten Fällen durch ein Verhandlungsverfahren zu vergeben sind;

3° im Rahmen von zwangsweise zu treffenden Maßnahmen für die mit einem bzw. mehreren Dritten auf Rechnung eines säumigen Auftragnehmers abzuschließenden öffentlichen Aufträge;

4° bei öffentlichen Aufträgen, die durch ein Verhandlungsverfahren nach Artikel 42 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge vergeben werden.

Art. 12 - Der Betrag der öffentlichen Aufträge ist je nach Fall gemäß den Regeln festzulegen, die in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen oder in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den Sonderbereichen bestimmt sind.

Im Fall von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen im Sinne der Artikel 38/1 und 38/2 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge wird der Betrag des Hauptauftrags ebenfalls in Betracht genommen.

KAPITEL 4 - Öffentlicher Dienst

Art. 13 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels bezüglich des öffentlichen Dienstes gelten als:

1° A-Akten, die Akten, die der Regierung vom Minister für öffentlichen Dienst zur Entscheidung vorgelegt werden und die das Folgende betreffen:

- a) die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;
- b) die Erteilung von Vollmachten in Sachen Personal und Haushalt, was den Öffentlichen Dienst der Wallonie betrifft;
- c) den Stellenplan des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- d) Das Organigramm des Öffentlichen Dienstes der Wallonie in seiner Gesamtheit;
- e) jede Handlung in Bezug auf die Mandatsregelung gemäß Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, für den öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- f) die Erklärungen über offene Stellen im Dienststrang A3 (nicht Inhaber eines Mandats) und als Direktor für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten sowie die Erklärungen über offene Stellen in den Dienststrängen A5, B1, C1 und D1 für den Öffentlichen Dienst der Wallonie;
- g) die Beförderungen in die Dienstgrade im Rang A3 (nicht Inhaber eines Mandats) und eines Direktors sowie die Gewährung eines höheren Amtes in diesen Dienstgraden für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten sowie Beförderungen in die Dienstgrade im Rang A5 sowie die Gewährung eines höheren Amtes in diesem Dienstgrad für den Öffentlichen Dienst der Wallonie;

Der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die leitenden Beamten der öffentlichen Verwaltungseinheiten leiten die A-Akten an den Minister für öffentlichen Dienst, den von der Funktion her zuständigen Minister und den Haushaltsminister weiter.

Der Minister für öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der A-Akten, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten betreffen, gefasst worden sind.

2° B-Akten, die Akten, die von den von der Funktion her zuständigen Ministern mit Zustimmung der Ministerin für öffentlichen Dienst der Regierung zur Entscheidung vorgelegt werden und die das Folgende betreffen:

- a) die Erteilung sonstiger Vollmachten an Beamte;
- b) die Stellenpläne der öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- c) die Organigramme der öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- d) die Erklärungen über offene Stellen in den Dienststrängen A5, B1, C1 und D1 für die öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- e) die Beförderungen in den Dienststrang A5 sowie die Gewährung eines höheren Amtes für diesen Dienstgrad für die öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- f) die endgültigen Beschlüsse im Anschluss an die von den Widerspruchskammern abgegebenen Stellungnahmen für Stellen in Dienststrängen über dem Dienststrang A5;
- g) die endgültigen Disziplinarstrafen durch Entlassung von Amts wegen oder durch Abberufung

Der Generalsekretär und die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die leitenden Beamten der öffentlichen Verwaltungseinheiten leiten die B-Akten an den Minister für öffentlichen Dienst und an den oder die von der Funktion her zuständigen Ministerweiter.

Der bzw. die von der Funktion her zuständige(n) Minister wird bzw. werden mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich aller Akten B gefasst worden sind und die die öffentlichen Verwaltungseinheiten betreffen.

3° C-Akten, die Akten, die der Entscheidung des oder der von der Funktion her zuständigen Minister unterliegen und die andere Verwaltungsentscheidungen in Bezug auf das Personal des Öffentlichen Dienstes von Wallonien und der öffentlichen Verwaltungseinheiten betreffen, mit Ausnahme derjenigen, die Gegenstand von Befugnisübertragungen an Beamte waren.

Der Generalsekretär und die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die leitenden Beamten der öffentlichen Verwaltungseinheiten leiten die B-Akten an den Minister für öffentlichen Dienst und an den oder die von der Funktion her zuständigen Ministerweiter.

§ 2. Der Minister für öffentlichen Dienst sorgt dafür, dass die administrativen Stände des Personals für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten einheitlich sind.

Für B-Akten ist systematisch die Zustimmung des Ministers für öffentlichen Dienst erforderlich.

Die Zustimmung des Ministers für öffentlichen Dienst ist erforderlich, wenn zwischen der Verwaltung und den Ministern, die für C-Akten von der Funktion her zuständig sind, Uneinigkeit herrscht.

KAPITEL 5 - Vollmachten

Abschnitt 1 - Allgemeine Vollmachten

Art. 14 - Werden jedem der Minister für seine jeweiligen Zuständigkeiten übertragen:

1° die Entscheidungen über Einkommens- und Kapitaltransfers an öffentliche Verwaltungseinheiten (ESVG 4130, 4140, 6131, 6132, 6141 und 6142), sofern deren Betrag und die betreffende öffentlichen Verwaltungseinheit ausdrücklich und namentlich in den allgemeinen Ausgabenhaushalt eingesetzt sind und sofern der Betrag zwischen der Abstimmung über den Haushaltsplan und der Verabschiedung des Ministeriellen Erlasses über die Gewährung der Subvention nicht durch Neuverteilung entweder verringert oder erhöht wurde;

2° die Entscheidungen über einen Höchstbetrag von einer Million Euro, wenn ein Empfänger außerhalb des Sektors S13.12 ausdrücklich und namentlich im allgemeinen Ausgabenhaushalt genannt wird und sofern der Betrag zwischen der Abstimmung über den Haushaltsplan und der Verabschiedung des Ministeriellen Erlasses über die Gewährung der Subvention nicht durch Neuverteilung entweder verringert oder erhöht wurde. Wenn der Empfänger nicht im allgemeinen Ausgabenhaushalt identifiziert wird, wird dieser Betrag auf 500.000 Euro gesenkt;

3° die für die Öffentlichkeit bestimmte Mitteilungen, Informationskampagnen, Sponsoring sowie in sozialen Netzwerken, unabhängig vom Medienträger, die dem Kontrollausschuss des Parlaments vorgelegt werden, bis zu einem Höchstbetrag von 50.000 Euro;

4° die Beschlüsse in Bezug auf Ausgaben, die unter Angabe des bzw. der Empfänger in einem von der Regierung beschlossenen Programm eingetragen sind, ohne Begrenzung des Betrags;

5° die Erlasse, durch die Zuschüsse unabhängig von deren Höhe in Durchführung der in Artikel 8 Ziffer 5 erwähnten Programme und Programmplanungen gewährt werden;

6° die Erlasse, durch die Subventionen unabhängig von deren Höhe gewährt werden, wenn diese nach Maßgabe der Grundregeln erfolgen, die die Bedingungen für die Gewährung, die Begünstigten, die anwendbaren Subventionssätze und die Art der förderfähigen Ausgaben festlegen und die im Hinblick auf die Durchführung einer Investition einer öffentlichen Einrichtung gemäß Artikel L3111-1 Paragraf 1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung oder Artikel 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren gewährt werden, falls der öffentliche Auftrag der Aufsichtsbehörde unterliegt;

7° mit dem Ministerpräsidenten die Erlasse über die Gewährung von Subventionen unabhängig von deren Höhe in Ausführung der in Artikel 8 Ziffer 9 genannten Programmierungen, sofern es keine Haushaltsneuverteilungen zwischen Projekten innerhalb oder zwischen Portfolios gibt;

8° die Gerichtsverfahren, die sowohl als Kläger als auch als Beklagter im Namen der Regierung unternommen werden, und die weitere Behandlung der von der Region zugestellten Gerichtsvollzieherurkunden;

9° Entscheidungen über Vergleiche oder gütliche Einigungen bis zu einem Betrag von 500.000 Euro;

10° die Ausstellung von Bescheinigungen;

11° die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen, die Miet- und Pachtverträge und die anderen Rechtsgeschäfte in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von Immobilien;

12° die Verfolgung und Genehmigung von Enteignungen, die für die Ausübung seiner Zuständigkeiten notwendig sind, indem er die Spezifität der behandelten Angelegenheit gegenüber den Maßnahmen der allgemeinen Aufsicht gemäß Artikel 7 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 hervorhebt;

13° der Abschluss von Mietverträgen, bei denen die Jahresmiete 125.000 Euro übersteigt.

Abschnitt 2 - Sondervollmachten

Art. 15 - Unbeschadet der anderen Bestimmungen, die im vorliegenden Erlass vorgesehen sind, sind die Minister ein jeder in seinem eigenen Zuständigkeitsbereich befugt, um die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen und Rundschreiben anzuwenden.

Art. 16 - Folgende Vollmachten werden erteilt:

1° dem Ministerpräsidenten für die Gewährung von Lizenzen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen, die die Armee und die Polizei betreffen.

2° dem Minister für lokale Behörden, um die Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die zu Lasten der Basisartikel anzurechnen sind, die für den Fonds der Gemeinden (einschließlich der garantierten zusätzlichen Dotationen), dem Fonds der Provinzen, und dem Sonderfonds für Sozialhilfe bestimmt und im Programm 17.091 Innere Angelegenheiten des allgemeinen Haushaltsplans eingetragen werden, sowie der Basisartikel, die für den Regionalfonds für kommunale Investitionen bestimmt und im Programm 14.048 Subventionierte Arbeiten des allgemeinen Haushaltsplans eingetragen sind;

3° dem Minister für lokale Behörden für die in den Artikeln L1123-6, L1123-13 und L2112-13 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und in Artikel 20 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren festgelegten Zuständigkeiten, einschließlich der Anhörung aber ausschließlich der Verkündung der Disziplinarstrafe. Im Rahmen der Untersuchung der Disziplinarakten kann der Minister für lokale Behörden an den örtlich zuständigen Gouverneur appellieren, außer wenn Letzterer die Disziplinaruntersuchung veranlasst hat;

4° dem Minister für lokale Behörden die Beschlüsse zur Billigung der Begleitverträge und der Darlehen in Ausführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich der Benutzung des Kontos des C.R.A.C (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), so wie sie im seitdem abgeänderten Abkommen vom 30. Juli 1992 gemeint ist, soweit die finanzielle Beteiligung der Region nicht beantragt wird;

5° dem Minister für lokale Behörden die Genehmigung der Dreijahresprogramme nach Artikel L-3342-6 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und ab dem 1. Januar 2005 nach Artikel 7 § 1 des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten;

6° dem Wirtschaftsminister die Bewilligung von Anreizen, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich der wirtschaftlichen und der technologischen Beihilfen gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Beihilfen unter 3.720.000 Euro betrifft, und über welche der Finanzinspektor eine günstige Stellungnahme abgegeben hat. Den Mitgliedern der Regierung wird jedoch ein halbjährlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Betriebe und den Betrag der Anreize angibt, die ihnen in Durchführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

7° dem Wirtschaftsminister für die Zulassung von Unternehmern;

8° dem Haushaltsminister für die Erteilung der Bürgschaft der Region, die gewährt wird in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich der wirtschaftlichen Beihilfen, wenn der zu verbürgende Kredit sich auf einen Höchstbetrag von 2.480.000 Euro beläuft, und bezüglich der technologischen Beihilfen, wenn sie sich auf ein Programm von höchstens 2.480.000 Euro bezieht;

9° dem Minister für Raumpolitik für die Erlasse, durch welche die aus kommunaler Initiative erstellten Raumordnungspläne und Städtebauordnungen und die aus kommunaler und privater Initiative erstellten Revisionen von Sektorenplänen genehmigt werden;

10° dem Minister für Verkehrssicherheit für die zusätzlichen Regelungen in Bezug auf die Straßenverkehrspolizei;

11° dem Minister für Beschäftigung und Ausbildung für die die Ernennung der Mitglieder, die die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen innerhalb der subregionalen Ausschüsse für die Beschäftigung und Ausbildung vertreten;

12° an den Minister für Beschäftigung und Ausbildung für die Ernennung der Mitglieder der Ausschüsse für Beschäftigung - Ausbildung - Bildung;

Art. 17 - Der Ministerpräsident koordiniert alle Verfahren in Sachen Stellungnahme, Konzertierung, Streitsachen, Vereinigung oder Zusammenarbeit mit dem belgischen Staat, den Teilstaaten oder den europäischen und internationalen Einrichtungen.

Diese Verfahren werden gemeinsam durch den Ministerpräsidenten und den von der Funktion her zuständigen Minister auf dessen Initiative vorbereitet.

Art. 18 - Im Rahmen der Dossiers zu den europäischen Fonds übernimmt der Ministerpräsident den Vorsitz in den verschiedenen technischen, finanziellen und Begleitausschüssen.

Jeder Beschluss zur Mittelaufwendung im Rahmen eines Europäischen Fonds oder zu ihrer belgischen Kofinanzierung oder im Rahmen eines Impulsfonds wird dem Ministerpräsidenten unverzüglich mitgeteilt.

KAPITEL 6 - *Informationen zum Haushalt*

Art. 19 - § 1. Vierteljährlich und vor der Verabschiedung jedes Haushaltsdekrets durch die Regierung übermittelt Wallonie Finanzen Begutachtung jedem der Regierungsmitglieder:

- einen Bericht des Monitoringausschusses;
- eine detaillierte Haushaltsdurchführung für jede öffentliche Verwaltungseinheit.

§ 2. Jeder Minister hat für die Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, direkten Zugang zu der Buchführung über die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Der Ministerpräsident und die Vizepräsidenten haben einen direkten Zugang zu der Buchführung über die gesamten Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

KAPITEL 7 - *Aufhebende und abschließende Bestimmungen*

Art. 20 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird aufgehoben.

Art. 21 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 22 - Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Juli 2024

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl,
A. DOLIMONT

Der Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden,
F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung,
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft,
Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastruktur,
J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung,
V. LESCRENIER

Die Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen,
C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten
A-C. DALCQ

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/007511]

15 JULI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de werking van de Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 68, eerste lid, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 2024;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering niet meer van toepassing kan zijn op de huidige Regering;

Overwegende dat de Regering zo doeltreffend mogelijk moet kunnen werken;

Overwegende dat deze bepalingen daarvoor zo spoedig mogelijk in werking dienen te treden;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — *Organisatie van vergaderingen van de Regering*

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die ze aan haar leden toekent, beraadslaagt de Regering op collegiale wijze volgens de consensusprocedure en bepaalt ze haar beleid in de materies die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen.

Art. 2. § 1. De Regering beraadslaagt rechtsgeldig over de geagendeerde punten als meer dan de helft van haar leden aanwezig is, waarbij elke politieke fractie die de meerderheid vormt vertegenwoordigd is.

Art. 3. De Regering kan, op voorstel van haar Minister-President, een Minister van de Franse Gemeenschapsregering uitnodigen om haar vergadering bij te wonen.

De uitgenodigde Minister heeft de hoedanigheid van geassocieerde Minister en wordt niet in aanmerking genomen voor de beraadslagingsregels bedoeld in artikel 2.

Art. 4. § 1. De agenda wordt door de Minister-President bepaald.

§ 2. Punten worden slechts op de agenda geplaatst indien zij dringend en naar behoren gemotiveerd zijn en vergezeld gaan van:

1° het advies van de Inspectie van Financiën, tenzij het niet binnen de tien werkdagen na ontvangst van het volledige dossier is ingediend. Die termijn kan worden gebracht op twintig werkdagen op verzoek van de Inspectie van Financiën;

2° het advies van de “Wallonie Finances Expertises”, tenzij het niet binnen de tien werkdagen na ontvangst van het volledige dossier is ingediend;

3° het verzoek om instemming van de Minister van Ambtenarenzaken met een volledig dossier dat 48 uur vóór de bijeenroeping voor een vergadering van een interkabinettenwerkgroep of vóór de organisatie van een stilzwijgende procedure is ingediend. Deze instemming moet uiterlijk op de maandag voorafgaand aan de vergadering om 12.00 uur zijn ontvangen, tenzij ze niet binnen deze termijn is ingediend;

4° het verzoek om instemming van de Minister van Begroting met een volledig dossier dat 48 uur vóór de bijeenroeping voor een vergadering van een interkabinettenwerkgroep of vóór de organisatie van een stilzwijgende procedure is ingediend. Deze instemming kan tijdens de vergadering worden gegeven;

5° het LEGISA-advies van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten voor de punten aangenomen in twee lezingen, behalve wanneer de directie haar advies niet heeft uitgebracht binnen de tien werkdagen na ontvangst van het volledige dossier of binnen de twintig werkdagen op gemotiveerd verzoek van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten. Voor punten die in drie lezingen zijn aangenomen, moet het LEGISA-advies uiterlijk in de tweede lezing worden uitgebracht;

Art. 5. § 1. De niet geagendeerde punten worden niet in overweging genomen, behoudens behoorlijk verantwoorde dringende noodzakelijkheid.

§ 2. Een Minister kan elke zaak die onder de bevoegdheid van een andere Minister valt, ter sprake brengen.

§ 3. Voor de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van verschillende Ministers vallen, wordt overleg gepleegd vanaf de uitwerkingsfase van de voorstellen met het oog op de gezamenlijke eindafwerking.

§ 4. Een lid wiens afwezigheid gerechtvaardigd is, kan vóór de vergadering verzoeken om de verdaging van de bespreking van een punt.

Art. 6. De binnen de Regering beraadslaagde ontwerpen van decreten en besluiten worden ondertekend door de Minister(s) die bevoegd is(zijn) voor de aangelegenheid waarop zij betrekking hebben.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake overheidspersoneel voor de overheidsbestuurseenheden worden samen ondertekend door de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent(en) op de betrokken overheidsbestuurseenheden.

Elektronische ondertekening van documenten heeft de voorkeur.

Bij afwezigheid of verhindering van de Minister kan laatstgenoemde de Minister aanwijzen die bevoegd is om in diens naam en opdracht te tekenen.

Art. 7. Elke omzendbrief met een algemene draagwijdte wordt door de Minister-President medeondertekend en onverwijld door de auteur ervan aan de overige regeringsleden overgemaakt.

HOOFDSTUK 2 — *Exclusieve bevoegdheden van de Waalse Regering*

Art. 8. Alleen de Regering is bevoegd om:

1° te beraadslagen over elk ontwerp van decreet en reglementair besluit;

2° te beraadslagen over elk voorstel van decreet opgenomen op de agenda van een Commissie van het Waals Parlement en over de amendementsvoorstellen.

3° elk ontwerp van decreet betreffende de begroting van het Waalse Gewest aan te nemen en de bestemming van de kredieten die de uitgaven van het Waalse Gewest moeten dekken, te regelen. Het ontwerpdecreet met betrekking tot de begroting gaat vergezeld van personeelsplannen en organigrammen van de Waalse overheidsdienst voor elk directoraat-generaal en elke overheidsbestuurseenheid;

4° te beraadslagen over elk project of voorstel tot oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de diensten van de Waalse Overheidsdienst of van de overheidsbestuurseenheden;

5° te beraadslagen over de investeringsprogramma's die één of verschillende jaren dekken, en meer bepaald de programma's die in het kader van een alternatieve financiering of een privaat-publieke samenwerking passen.

In die programma's worden o.a. het bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en, desgevallend, de begunstigen, evenals een meerjarige programmering in ESR-terminen, nauwkeurig aangegeven. In voorkomend geval wordt het advies van het Instituut der Nationale Rekeningen aangevraagd en bij het aan de Regering voorgelegde dossier gevoegd.

6° wanneer het Gewest ofwel betrokken wordt bij het ontwerp of de uitwerking van een beleidslijn ofwel in daarmee belaste organen of instellingen vertegenwoordigd is, de bestanddelen van het beleid van het Gewest te bepalen, zijn vertegenwoordigers bij die organen of instellingen aan te wijzen, hen elk nodige richtlijn te verstrekken en hun verslagen te ontvangen;

7° in naam van het Gewest een advies of een akkoord uit te brengen aan communautaire, federale, Europese of internationale overheden of instanties, en hen een verslag of een verzoek te sturen;

8° te beraadslagen over ontwerpen van verdragen en samenwerkingsakkoorden van nationale of internationale aard, na voorlegging door de Minister-President samen met de functioneel bevoegde Minister.

Voordat ze door de Regering worden goedgekeurd, worden verdragen en samenwerkingsakkoorden gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister;

9° te beslissen over de programmering met betrekking tot de Europese Fondsen, de selectie van projecten, de overdrachten tussen projecten binnen een projectportefeuille of tussen portefeuilles, en de herverdeling van middelen tussen projecten.

Die dossiers worden gezamenlijk voorbereid en medeondertekend door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister(s).

Een halfjaarlijkse rapportering wordt aan de Minister-President en de Vice-Minister-Presidenten meegedeeld;

10° de Inspecteurs van Financiën te accrediteren en hen bij haar leden aan te stellen op de voordracht van de Minister van Begroting;

11° op voorstel van de Minister van Begroting het ontwerp van beraadslaging goed te keuren die de vastlegging, de vereffening en de betaling mogelijk maakt van de uitgaven die de goedgekeurde kredieten overschrijden.

HOOFDSTUK 3 — *Overheidsopdrachten*

Art. 9. § 1. De Regering kiest de gunningswijze van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 169, eerste lid, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de hierna vermelde bedragen:

| | Open aanbesteding Beperkte aanbesteding | Mededingingsprocedure van gunning door onderhandelingen, rechtstreekse- onderhandelingsproce- dure met voorafgaande bekendmaking Concurrentiegericht dialoog en innovatiepart- nerschap | Onderhandelingsproce- dure zonder voorafgaan- delijke bekendmaking |
|------------|--|---|--|
| Werken | 15.000.000 € | 3.000.000 € | 1.500.000 € |
| Leveringen | 8.000.000 € | 1.000.000 € | 600.000 € |
| Diensten | 3.000.000 € | 600.000 € | 300.000 € |

§ 2. Tenzij de Regering anders beslist, is de bevoegde minister verantwoordelijk voor de gunning en de uitvoering van de opdrachten die door de Regering zijn goedgekeurd.

§ 3. De Regering gunt de opdracht wanneer het geraamde bedrag ervan lager is dan het overeenstemmende bedrag, vastgesteld in paragraaf 1 maar het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien percent overschrijdt.

§ 4. De Regering stemt in met de gunning van concessies voor overheidsopdrachten en concessies voor diensten waarvan het geraamde bedrag exclusief btw hoger is dan 5.500.000 euro.

§ 5. De Regering stemt in met elke ontwerpovereenkomst die ertoe kan leiden dat het Waals Gewest of een instelling onder de hiërarchische bevoegdheid van een Minister gebonden wordt op het gebied van opdrachten voor werken, leveringen of diensten binnen de drempels voorzien in paragraaf 1 voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Voor de berekening van de drempels dient de gehele uitgave voortvloeiend uit de ontwerpovereenkomst in overweging te worden genomen.

Art. 10. De beslissing van de Regering wordt vervangen door de beslissing van de Minister-President in de gevallen bedoeld in de artikelen 42, § 1, eerste lid, 1^o, b), en 124, § 1, 5^o, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, voor zover zij niet vooraf kan worden genomen wegens dringende noodzakelijkheid.

Het behoort in dat geval de bevoegde Minister toe er onverwijld de Regering over in te lichten. De ingeroepen dringende noodzakelijkheid moet verantwoord worden.

Art. 11. In afwijking van artikel 9 is de instemming van de Regering niet vereist:

1^o voor het plaatsen van overheidsopdrachten door middel van een niet-openbare procedure, als deze procedure voortvloeit uit een openbare procedure waarvoor de Regering vooraf toestemming heeft gegeven maar waaraan geen gevolg kon worden gegeven wegens geringe moeilijkheden bij de uitlegging van de bepalingen hetzij van de bepalingen van het bestek, hetzij van de ingediende offertes, waarbij in het bestek alleen de aanpassingen worden aangebracht die als gevolg van deze moeilijkheden strikt noodzakelijk waren.

2^o voor het plaatsen van overheidsopdrachten via een onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 38, § 1, lid 1, 2^o, 42, § 1, lid 1, 1^o, c), en 5^o, en 124, § 1, 2^o, 9^o, 10^o en 12^o, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

3^o in het kader van de maatregelen van ambtswege, voor overheidsopdrachten die met één of meer derde gesloten moeten worden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer

4^o voor de overheidsopdrachten geplaatst via een onderhandelde procedure bij artikel 42, § 1, lid 1, 2^o, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

Art. 12. Het bedrag van de overheidsopdrachten moet, al naar gelang van het geval, geraamd worden volgens de regels bedoeld in artikelen 7 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren of in artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 juni 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de speciale sectoren.

In geval van gunning van bijkomende werken, leveringen of diensten bedoeld in de artikelen 38/1 en 38/2 van de wet van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, wordt het bedrag van de hoofdupdracht eveneens in aanmerking genomen.

HOOFDSTUK 4. — *Openbaar Ambt*

Art. 13. § 1. Voor de toepassing van dit artikel betreffende het Openbaar Ambt wordt verstaan onder :

1^o A Dossiers, de dossiers, die door de Minister van Ambtenarenzaken ter beslissing aan de Regering wordt voorgelegd en dat betrekking heeft op :

a) de besluiten tot organisatie of reglementering;

b) de toekenning van machtigingen in personeels- en begrotingsaangelegenheden voor wat de Waalse Overheidsdienst betreft;

c) de personeelsformaties van de Waalse Overheidsdienst;

d) 1 organigram van de Waalse Overheidsdienst in zijn geheel

e) elke handeling met betrekking tot het systeem van mandaten bedoeld in boek II van het besluit van de Waalse regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, voor de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuursseenheden

f) de verklaringen van vacature voor de graad in de rangen A3 (niet-mandataris) en directeur voor de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden en de verklaringen van vacature voor de graden in de rangen A5, B1, C1 en D1 voor de Waalse Overheidsdienst;

g) de bevorderingen tot de graden van rang A3 (niet-mandataris) en directeur, en de toekenning van hogere functies voor deze rangen, voor de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden, en de bevorderingen tot de graden van rang A5, en de toekenning van hogere functies voor deze rang, voor de Waalse Overheidsdienst;

De Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de leidende ambtenaren van de overheidsbestuurseenheden bezorgen de A-dossiers aan de Minister van Ambtenarenzaken, de functioneel bevoegde Minister en de Minister van Begroting.

De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de beslissingen van de Regering over alle dossiers A betreffende de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden.

2° B-dossiers, dossiers die aan de Regering ter beslissing worden voorgelegd door de functioneel bevoegde ministers, met het akkoord van de Minister voor Ambtenarenzaken, en die betrekking hebben op :

a) de toekenning van andere machtigingen aan ambtenaren;

b) de personeelsformatie van de overheidsbestuurseenheden

c) de organigrammen van de overheidsbestuurseenheden

d) verklaringen van vacatures in de rangen A5, B1, C1 en D1 voor de overheidsbestuurseenheden;

e) de bevorderingen naar rang A5, en de toekenning van hogere functies voor deze graad,, voor de overheidsbestuurseenheden

f) de eindbeslissingen volgend op de adviezen die uitgebracht zijn door de kamers van beroep, voor de betrekkingen van een hogere rang dan A5;

g) de definitieve tuchtstrafen bestaande uit het ontslag van ambtswege of de afzetting;

De Secretaris-generaal en de Directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de leidinggevende ambtenaren van de overheidsbestuurseenheden bezorgen de B-dossiers aan de Minister voor Ambtenarenzaken en aan de functionele bevoegde Minister(s).

De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de beslissingen van de Regering over alle B dossiers betreffende de overheidsbestuurseenheden.

3° C-dossiers, de dossiers die het voorwerp uitmaken van de beslissing van de functioneel verantwoordelijke minister(s) en die betrekking hebben op de andere administratieve beslissingen met betrekking tot het personeel van de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden, met uitzondering van die welke gedelegeerd zijn aan ambtenaren

De Secretaris-generaal en de Directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de leidinggevende ambtenaren van de overheidsbestuurseenheden bezorgen de C-dossiers aan de functionele bevoegde Minister(s).

§ 2. De Minister van Ambtenarenzaken is verantwoordelijk voor de samenhang tussen de administratieve situaties van het personeel van de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden.

Voor B-dossiers is systematisch het akkoord van de minister voor Ambtenarenzaken vereist.

Het akkoord van de minister voor Ambtenarenzaken is vereist in geval van onenigheid tussen de administratie en de ministers die functioneel verantwoordelijk zijn voor C-dossiers.

HOOFDSTUK 5 — *Delegaties*

Afdeling 1. — Algemene delegatie

Art. 14. De volgende bevoegdheden zijn gedelegeerd aan elk van de ministers met betrekking tot hun respectieve bevoegdheidsgebieden:

1° de beslissingen met betrekking tot inkomens- en kapitaaloverdrachten betaald aan overheidsbestuurseenheden (ESR 4130, 4140, 6131, 6132, 6141 en 6142), op voorwaarde dat het bedrag en de betrokken overheidsbestuurseenheid uitdrukkelijk en specifiek in de algemene uitgavenbegroting zijn opgenomen en op voorwaarde dat het bedrag niet verminderd of vermeerderd is door een herschikking tussen de stemming over de begroting en de uitvaardiging van het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie;

2° beslissingen voor een maximumbedrag van één miljoen euro wanneer een begunstigde buiten sector S13.12 expliciet met naam is aangeduid in de algemene uitgavenbegroting en op voorwaarde dat het bedrag niet is verlaagd of verhoogd door herschikking tussen de stemming over de begroting en het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie. Als de begunstigde niet is geïdentificeerd in de algemene uitgavenbegroting, wordt dit bedrag verlaagd tot 500.000 euro;

3° mededelingen, informatiecampagnes, sponsoring en sociale netwerken, ongeacht de media, bestemd voor het publiek, die worden voorgelegd aan de Controlecommissie van het Parlement, tot een maximum van 50.000 euro ;

4° zonder beperking van bedrag, de beslissingen betreffende de uitgaven uitgetrokken op een beraadslaagd programma van de Waalse Regering met vermelding van de begunstigde(n)

5° de besluiten tot toekenning van de subsidies, ongeacht het bedrag ervan, ter uitvoering van de programma's bedoeld in artikel 8, 5°;

6° de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht het bedrag ervan, wanneer ze onderworpen zijn aan organieke regels die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigten, de toepasselijke subsidiepercentages en de aard van de n aanmerking komende uitgaven bepalen en die, met het oog op het uitvoeren van een investering, worden toegekend aan een overheid bedoeld in artikel L3111-1, § 1 , van het Wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie of in artikel 2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in de gevallen waarin de overheidsopdracht onderworpen is aan de toezichhoudende overheid;

7° bij de Minister-resident, de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht het bedrag ervan, in uitvoering van de programmering bedoeld in artikel 8, 9° voor zover er geen budgettaire herschikkingen zijn tussen projecten binnen of tussen portefeuilles;

8° de rechtsvorderingen ingesteld als eiser en als verweerder in naam van de Regering, de bestemming van de aan het Gewest betekende deurwaardersexploten;

9° beslissingen om schikkingen of minnelijke schikkingen te treffen tot 500.000 euro;

10° de afgifte van getuigschriften;

11° de contracten van minnelijke overdracht, de kwijtingen, de huurovereenkomsten en andere akten betreffende de aankoop of de overdracht van onroerende goederen;

12. de vervolging en de vergunning van de onteigeningen die nodig zijn voor de uitoefening van zijn bevoegdheden, waarbij de eigenheid van de behandelde aangelegenheid tegenover de maatregelen van algemeen toezicht als bedoeld in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aangevoerd wordt.

13° het afsluiten van huurovereenkomsten met een jaarlijkse huur van meer dan 125.000 euro.

Afdeling 2. — Specifieke delegaties

Art. 15. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de Ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, reglementen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Art. 16. Delegatie wordt verleend :

1° aan de Minister-President voor het toekennen van licenties voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik, voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor die met betrekking tot leger en politie.

2° aan de Minister van Plaatselijke Besturen om de uitgaven die toegerekend worden op de basisallocaties bestemd voor het Fonds der Gemeenten, met inbegrip van de gewaarborgde aanvullende dotaties, het Fonds der Provincies en het speciaal Fonds voor maatschappelijke hulp, uitgetrokken op programma 17.091 Binnenlandse Aangelegenheden van de algemene uitgavenbegroting, evenals op de basisartikelen bestemd voor het gewestelijk fonds voor de gemeentelijke investeringen uitgetrokken op programma 14.048 gesubsidieerde Werken van de algemene uitgavenbegroting, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen;

3° aan de Minister van Plaatselijke Besturen voor de bevoegdheden bepaald bij de artikelen L1123-6, LL1123-13 en L2112-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en bij artikel 20 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met inbegrip van het horen maar behoudens de uitspraak van de tuchtstraf. In het kader van de behandeling van de tuchtdossiers kan de Minister van Plaatselijke Besturen een beroep doen op de territoriaal bevoegde Gouverneur, behalve als laatstgenoemde aan de oorsprong van het tuchtonderzoek ligt;

4° aan de Minister van Plaatselijke Besturen ,de beslissingen houdende goedkeuring van de begeleidingsovereenkomsten en de leningen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende het gebruik van de C.R.A.C.-rekening waarvan sprake in de overeenkomst van 30 juli 1992, zoals gewijzigd, voorzover de financiële tegemoetkoming van het Gewest niet wordt gevraagd;

5° aan de Minister van Plaatselijke Besturen, de goedkeuring van de driejarenprogramma's bedoeld in artikel 3342-6 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en bedoeld in artikel 7, § 1, van het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken vanaf 1 januari 2005;

6° aan de Minister van Economie, de toekenning van de voordelen die verleend worden ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische steun en de technologische tegemoetkomingen betreffende elk dossier dat verband houdt met tegemoetkomingen waarvan het bedrag lager is dan 3.720.000 euro en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies uitgebracht heeft. Er wordt evenwel een halfjaarverslag met een lijst van de ondernemingen en het bedrag van de hen ter uitvoering van de relevante wetgeving verleende voordelen aan de leden van de Regering medegedeeld;

7° aan de Minister van Economie, de goedkeuring van aannemers;

8° aan de Minister van Begroting, het verlenen van de gewestelijke waarborg die toegestaan wordt ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische expansie indien het te waarborgen krediet betrekking heeft op een maximumbedrag van 2.480.000 euro en de technologische tegemoetkomingen indien ze betrekking heeft op een maximumprogramma van 2.480.000 euro;

9° aan de Minister van Ruimtelijke Ordening, de besluiten tot goedkeuring van de plannen van aanleg en de stedenbouwkundige verordeningen op gemeentelijk initiatief en de herzieningen van gewestplannen op gemeentelijk en privé-initiatief;

10° aan de Minister van Verkeersveiligheid, de aanvullende politiereglementen voor het wegverkeer;

11° aan de Minister van Tewerkstelling en Vorming, de benoeming binnen de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming van de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

12° aan de Minister van Tewerkstelling en Beroepsopleiding, de benoeming van de leden van de Commissies voor Tewerkstelling, Opleiding en Onderwijs;

Art. 17. De Minister-President coördineert elke procedure inzake adviesverlening, overlegpleging, geschillen, vereniging of samenwerking met de federale overheid, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen.

Deze procedures worden gezamenlijk voorbereid door de minister-president en de functioneel bevoegde minister, op initiatief van deze laatste.

Art. 18. De minister-president is voorzitter van de verschillende technische, financiële en toezichtcomités die zich bezighouden met kwesties in verband met Europese fondsen.

Elke beslissing tot vastlegging betreffende een Europees fonds of de Belgische cofinanciering ervan of een impulsfonds wordt onmiddellijk aan de Minister-President betekend.

HOOFDSTUK 6. — *Begrotingsinformatie*

Art. 19. § 1. Elk kwartaal en vóór de goedkeuring van een begrotingsdecreet door de Regering stuurt "Wallonie Finances Expertises" aan elk lid van de Regering :

- een verslag van het Monitoringscomité;
- een gedetailleerde begrotingsuitvoering voor elke overheidsbestuurseenheid.

§ 2. Elke Minister heeft rechtstreeks toegang tot de boekhouding der vastleggingen en vereffeningen wat betreft de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheden vallen.

De Minister-President en de Vice-Minister-Presidenten hebben rechtstreeks toegang tot de boekhouding van alle vastleggingen en vereffeningen.

HOOFDSTUK 7. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 20. Het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering wordt opgeheven.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op de dag van ondertekening ervan.

Art. 22. De Ministers zijn belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juli 2024.

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Vice-Minister-President en Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie,
Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Volksgezondheid, Milieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

De Minister van Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Sportinfrastructuur,
J. GALANT

De Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid,
V. LESCRENIER

De Minister van Klimaat, het Plan Lucht-Klimaat, Huivering en Luchthavens,
C. NEVEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
A-C. DALCQ